

**Nations unies - CSNU - MONUSCO**  
**- Briefing - Intervention du**  
**représentant permanent de la**  
**France auprès des Nations unies**  
(New York, 11 octobre 2018)

Madame la Présidente,

Permettez-moi tout d'abord d'adresser, en notre nom collectif, nos chaleureux remerciements à tous les membres du Secrétariat des Nations Unies<span style="text-decoration: underline;"></span>qui ont travaillé à l'organisation de cette visite, à New York comme sur le terrain. Je pense tout d'abord à SCAD, avec un mot particulier de remerciement à Claudia Banz et à son équipe (Kerstin Bilhmaier). Je pense également bien sûr aux équipes du DOMP, du département des affaires politiques, de la MONUSCO - avec une reconnaissance toute particulière à la Représentante spéciale du Secrétaire général Leila Zerrougui -, au résident coordinateur, aux interprètes et aux officiers de sécurité. Leur travail a été exemplaire et a joué un rôle fondamental dans la réussite de cette visite du 5 au 7 octobre derniers. Nous leur en sommes, au nom de tous, profondément reconnaissants. Et nous souhaitons continuer à travailler avec le secrétariat pour tirer tous les enseignements de cette mission.

Je tiens également à remercier vivement la Bolivie et la Guinée équatoriale, avec qui nous avons formé une équipe soudée pour mener cette visite. La déclaration qui suit est une déclaration conjointe des co-organisateurs de cette visite. Nous vous rendrons compte chacun d'un volet particulier de la visite.

Madame la Présidente,

Le Conseil de sécurité était venu pour discuter avec les forces vives de la nation de la situation politique actuelle, dans le contexte des préparatifs électoraux, ainsi que des enjeux humanitaires et de sécurité, en particulier de la protection des civils et de la réforme de la MONUSCO. Je centrerai donc mes remarques sur le volet politique de la visite.

A Kinshasa, le Conseil de sécurité a rencontré un grand nombre d'acteurs : le Conseil a notamment rencontré le Président de la République et le Premier ministre, des représentants de la majorité présidentielle et de l'opposition, un groupe de femmes candidates. Nous avons pu également échanger avec la Commission Electorale Nationale Indépendante, la CENI, la Conférence Episcopale Nationale du Congo, la CENCO, des représentants de la société civile, des mouvements de défense des droits de l'homme, des associations humanitaires. Nous avons eu en outre des échanges très utiles et approfondis avec l'encadrement de la MONUSCO. A nouveau, je voudrais chaleureusement les remercier.

Sur le volet politique, cette mission nous a permis de porter un message central :

La RDC est à un moment charnière de son histoire : pour la première fois, une transmission pacifique du pouvoir à l'issue des élections est possible, ouvrant la voie à la consolidation de la stabilité en RDC et à la création des conditions propices à son développement. C'est un réel motif d'espoir, mais sa réalisation nécessite que toutes les forces politiques du pays parviennent à s'unir pour répondre au souhait du peuple congolais.

Le Conseil de sécurité est venu à Kinshasa pour accompagner la République démocratique du Congo sur le chemin de la paix, de la stabilité et de la prospérité, à travers ces élections. La tenue le 23 décembre d'élections libres, crédibles et transparentes dans un climat apaisé est attendue par tous. Le dialogue reste la seule voie pour surmonter les différends qui subsistent.

Le Conseil de sécurité a été encouragé par l'engagement de tous ses interlocuteurs à se rendre aux élections du 23 décembre. Ils ont tous marqué leur disponibilité à poursuivre les discussions.

Le Conseil de sécurité a salué les avancées dans les préparatifs des élections. Dans le même temps, cette visite nous a permis d'exprimer l'importance d'effectuer des pas supplémentaires pour créer la confiance, créer les conditions d'un consensus le plus large possible sur l'organisation tant politique que technique des élections. Il revient aujourd'hui à l'ensemble des forces politiques de s'assurer que le pays reste sur la voie de la paix et du renforcement de ses institutions démocratiques.

Le Conseil de sécurité a aussi encouragé les parties à mettre en oeuvre dans son intégralité l'accord du 31 décembre 2016, s'agissant notamment des mesures de décrispation./.